



Newsletter du 9 avril 2026

Multinationales responsables : un contre-projet aux couleurs du « Swiss finish ». Lancement d'un *stablecoin* indexé sur le franc suisse. Un nouvel élan pour l'exportation des services financiers. L'autorégulation, une solution pragmatique qui fait ses preuves.

Le Conseil fédéral a lancé un contre-projet indirect à l'initiative sur la responsabilité des multinationales sous la forme d'une loi spéciale sur la gestion durable des entreprises (LGDE), mise en consultation jusqu'au 9 juillet prochain. Si ce texte se veut plus pragmatique, il suscite toutefois de vives critiques. Plusieurs voix dénoncent une augmentation de la bureaucratie, avec de nouvelles obligations qui alourdissent la charge administrative des entreprises. Un point particulièrement controversé est l'absence d'alignement avec le droit européen. Au lieu de s'inscrire dans une

- [Le Temps](#) / [RTS](#)

Six établissements bancaires, dont UBS, la BCV et Raiffeisen, s'apprêtent à lancer une initiative visant à tester un *stablecoin* indexé sur le franc suisse. En collaboration avec la fintech Swiss Stablecoin ils mettront en place une *sandbox* dédiée à ce projet. Cet environnement fermé et sécurisé permettra de mener des tests en conditions réelles. La cryptomonnaie développée dans ce cadre ne sera pas accessible au grand public. L'initiative reste cependant ouverte à

- [Le Temps](#) / [20 minutes](#)

harmonisation avec l'UE, le projet introduit un « Swiss finish » qui complexifie encore le cadre réglementaire. Ce choix pourrait créer des divergences inutiles avec les principaux partenaires économiques de la Suisse et renforcer l'insécurité juridique. Certains y voient même un dispositif plus contraignant que les règles européennes en préparation. Au final, ce contre-projet apparaît comme un compromis politique qui risque surtout de générer davantage de bureaucratie, alors que l'efficacité réelle de ces mesures en matière de droits humains et d'environnement reste, elle, incertaine.

- [NZZ](#) / [SRF](#) / [Tagi](#) / [fuw.ch](#) / [NZZ](#)

d'autres banques, entreprises ou institutions qui souhaiteraient y participer. Dans un contexte où ces actifs numériques, qui sont indexés sur des monnaies traditionnelles, occupent une part croissante dans le trafic international des paiements, ils tendent à devenir des infrastructures numériques essentielles. Il apparaît donc logique que la Suisse s'y intéresse activement. Comme souvent, elle n'est pas pionnière, mais elle réagit – espérons-le – au bon moment.

- [NZZ](#) / [FuW](#) / [Blick](#)



Le secteur financier suisse, comme une grande partie de l'économie helvétique, est profondément tourné vers l'international avec une large part de ses activités reposant sur une clientèle étrangère. Dans ce contexte, garantir des conditions d'accès stables et ouvertes reste essentiel pour maintenir sa compétitivité. Le BFSA s'inscrit dans cette dynamique en facilitant les activités transfrontalières entre la Suisse et le Royaume-Uni. Cet accord permet aux établissements financiers suisses de fournir certains services à des clients britanniques directement depuis la Suisse. Il simplifie les

- [Allnews.ch](https://www.allnews.ch)

Face aux défis croissants de la finance durable, le secteur bancaire suisse confirme la pertinence d'un modèle souvent débattu : celui de l'autorégulation. Loin d'être un pis-aller, ce modèle produit des résultats concrets. En matière de lutte contre le *greenwashing*, près de 86 % des banques ont déjà mis en œuvre les directives sectorielles. Cette dynamique a permis d'introduire des standards clairs en matière de durabilité, ainsi que d'accroître la transparence. Dans un domaine complexe et en évolution rapide, le secteur a démontré sa capacité à agir de manière circonstanciée sans attendre sur de longs processus législatifs. En effet, l'autorégulation repose

- [Tribune de Genève](https://tribune.ch)

démarches réglementaires grâce à une reconnaissance mutuelle des cadres juridiques. A ce jour, déjà trois gestionnaires de fortune ont obtenu leur inscription auprès de la FCA. L'accord constitue un signal positif en faveur d'une coopération internationale pragmatique. Il pourrait également servir de modèle pour d'autres accords similaires, notamment avec l'Union européenne ou d'autres régions clés. Dans un environnement global incertain, il ouvre ainsi des perspectives encourageantes pour l'avenir de la place financière suisse.

- [Handelszeitung](https://www.handelszeitung.ch)

sur la responsabilisation des acteurs, qui ont tout intérêt à préserver la crédibilité de la place financière. Les résultats démontrent que cette approche contribue effectivement à réduire les risques d'écoblanchiment et à harmoniser les pratiques. Elle montre surtout qu'un cadre coordonné par le secteur peut être à la fois plus rapide et efficace qu'une intervention étatique. L'autorégulation apparaît ainsi comme une voie pragmatique, capable d'atteindre des objectifs concrets tout en préservant l'agilité du secteur financier. Une piste à considérer avant de se lancer dans de nouvelles entreprises législatives.

- [swissinfo.ch](https://www.swissinfo.ch)

L'Association de Banques Privées Suisses (ABPS) compte 7 banques membres qui gèrent plus de 1100 milliards de francs et emploient près de 10 000 collaborateurs dans le monde, dont environ deux tiers en Suisse. A travers un secrétariat permanent basé à Genève, l'ABPS assure la défense et la représentation des intérêts des banques privées suisses, spécialisées dans la gestion de fortune.

Les membres de l'ABPS sont : Bordier & Cie SCmA, E. Gutzwiller & Cie Banquiers, Banque Lombard Odier & Cie SA, Mirabaud & Cie SA, Banque Pictet & Cie SA, Rahn+Bodmer Co. et Reichmuth & Co.